



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## politique de l'emploi

Question écrite n° 49535

### Texte de la question

M. Christian Estrosi attire l'attention de M. le ministre délégué aux relations du travail sur l'emploi des plus de cinquante-cinq ans. Alors que le taux d'activité en 2001 des personnes âgées de cinquante-cinq ans à soixante-quatre ans était de 67 % en Suède, de 58 % au Danemark et de 52 % en Grande-Bretagne, il n'était que de 31 % en France. Il souhaiterait savoir comment il entend améliorer l'emploi des seniors en France, afin de rejoindre les taux d'activité des pays du nord de l'Europe.

### Texte de la réponse

L'attention du Gouvernement est appelée sur les difficultés que rencontrent les chômeurs âgés de plus de 50 ans et sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour favoriser le retour à l'emploi de ces personnes qui, malgré leur savoir-faire et leur expérience, font souvent l'objet d'une véritable discrimination à l'embauche. Le taux de chômage des personnes de plus de 50 ans est de 6,8 % à la fin du mois de janvier 2004, contre 9,6 % pour l'ensemble de la population. Cette situation des quinquagénaires, apparemment plus favorable, masque de nombreuses fragilités. Leur taux d'emploi, même s'il se redresse, reste l'un des plus faibles parmi les pays de l'Union européenne. Ils sont plus fortement touchés par le chômage de longue durée que les autres chômeurs, et ce déséquilibre est encore plus net en ce qui concerne le chômage de très longue durée dans lequel se trouvent plus de 40 % des chômeurs de plus de 50 ans, contre un peu plus de 20 % pour les autres. De plus, le chômage des seniors est moins réactif tant aux dégradations qu'aux améliorations de l'emploi, qui ne s'accompagnent pas pour eux d'un accroissement des possibilités de retour à l'emploi. Cette situation très particulière est due aux spécificités du marché du travail en fin de carrière et résulte de la persistance de l'exclusion des seniors du marché du travail, issue de l'utilisation massive des retraits anticipés. Le Gouvernement fait de l'emploi des travailleurs expérimentés une priorité de sa politique. Il entend créer une dynamique nouvelle grâce à la valorisation de l'expérience, à la fois pour donner le maximum d'élan à la reprise économique qui s'amorce et pour contribuer à l'équilibre des régimes des retraites. Les efforts pour encourager la formation tout au long de la vie, la gestion prévisionnelle des emplois incluant une gestion active des âges et l'amélioration des conditions de travail devraient progressivement permettre à chacun de rester plus longtemps au travail, dans de meilleures conditions et prévenir les risques d'obsolescence des connaissances et d'usure professionnelle. Ces efforts sont menés de manière coordonnée et concertée entre les partenaires sociaux et l'État, comme l'atteste la transcription législative de l'accord interprofessionnel sur la formation. Les leviers d'intervention en faveur de ces publics s'organisent autour de deux axes maintenir dans l'emploi les salariés de plus de 50 ans et favoriser le retour à l'emploi de ceux qui en sont privés. La loi portant réforme des retraites permet d'allonger la durée de l'activité, notamment grâce au resserrement des dispositifs de préretraites. La disposition qui modifie la contribution Delalande va favoriser le retour à l'emploi des seniors en supprimant son effet dissuasif sur leur embauche. Désormais, le licenciement d'un salarié de 50 ans et plus est exonéré du paiement de cette contribution lorsque ce salarié a été embauché alors qu'il avait plus de 45 ans. Le Gouvernement a rendu plus attractif auprès des entreprises le contrat d'initiative emploi pour les chômeurs de plus de 50 ans en grande difficulté. Pour leur embauche, l'aide mensuelle la plus élevée (500 euros) est

désormais versée pendant cinq ans, contre deux ans auparavant. Ainsi reconfiguré, le CIE est un levier puissant pour favoriser la réinsertion durable de travailleurs expérimentés. L'opération « Objectif 100 000 emplois », lancée afin de lutter contre les difficultés de recrutement, vise à réduire de 100 000 le nombre d'offres durablement non pourvues. Véritable plan d'action, cette opération va rendre le marché de l'emploi plus efficace et aura des retombées positives sur l'emploi des quinquagénaires. Les partenaires sociaux gestionnaires de l'UNEDIC se sont engagés dans la même voie. La réforme des filières d'indemnisation et la possibilité pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 55 ans indemnisés de bénéficier, dès leur troisième mois de chômage, au lieu d'un an comme c'est le cas pour les autres allocataires, de l'aide dégressive à l'employeur (ADE), contribuent à leur maintien en activité et favorise leur embauche. Par leur expérience et leur autonomie, les personnes de plus de 50 ans sont nombreuses à pouvoir être attirées par la création d'entreprise, facteur de réussite sociale et de dynamisme économique. La loi pour l'initiative économique a, parmi de multiples mesures facilitant la création d'entreprise, étendu aux demandeurs d'emploi de plus de 50 ans le bénéfice de l'aide dont peuvent bénéficier les personnes en difficulté, limité jusque là aux bénéficiaires d'un minimum social, aux jeunes et aux salariés repreneurs de leur entreprise en difficulté. Le plan de cohésion sociale permettra d'améliorer le service rendu aux demandeurs d'emploi, grâce notamment à la modernisation du service public de l'emploi, et contribuera à remobiliser les chômeurs de longue durée, notamment les plus âgés, par une rationalisation des dispositifs de la politique de l'emploi.

## Données clés

**Auteur :** [M. Christian Estrosi](#)

**Circonscription :** Alpes-Maritimes (5<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 49535

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** relations du travail

**Ministère attributaire :** relations du travail

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 26 octobre 2004, page 8287

**Réponse publiée le :** 21 décembre 2004, page 10300